

Les subsides

● (1730)

Il me semble que puisque nous avons l'intention d'administrer la mise en prix, nous devrions nous efforcer de trouver des moyens de récupérer une partie de ce pétrole tertiaire et de le mettre en production. Je sais que la récupération tertiaire comporte l'usage de détergents dont un baril permet de récupérer de deux à trois barils de pétrole, mais le procédé est plus coûteux. Nous avons fait valoir que l'ancien gouvernement avait cessé de fournir aux États-Unis du pétrole lourd. Cela ne nous a servi à rien parce que nous ne pouvions l'utiliser. Cependant, des déclarations émanant de l'industrie pétrolière indiquaient que ces puits avaient été abandonnés et qu'il n'y avait aucune raison d'en reprendre l'exploitation. C'est l'occasion rêvée d'étudier la possibilité de la récupération tertiaire. Ne devrions-nous pas trouver un moyen de réaliser cette récupération et de vendre le produit au prix courant de manière à ce que les sociétés trouvent l'opération rentable et se mettent à l'œuvre au lieu de fermer les puits, quitte à les rouvrir au mieux dans un avenir assez éloigné afin d'en tirer ces ressources tertiaires?

Il y a encore beaucoup à dire sur le pétrole et le marché mondial, mais les chiffres semblent tout de même avoir évolué, et peut-être la situation du marché mondial n'est-elle pas aussi mauvaise qu'on l'imaginait. Il est indéniable que le prix réel du pétrole brut va s'accroître. L'OPEP se réunit de nouveau en décembre. Ce groupe dit qu'il augmentera encore les prix, mais il semble que l'équilibre mondial entre l'offre et la demande se soit sensiblement amélioré, et les perspectives sont encore meilleures pour la vente au détail. Les raffineries et les distributeurs ont déjà accumulé des réserves importantes. Le pire semble passé pour les États-Unis.

Bon nombre de spécialistes du pétrole, dont certains Saoudiens, estiment qu'il pourrait bien y avoir surabondance de pétrole brut dans le monde dans les années 80. Le facteur déterminant est une baisse de la consommation, en partie causée par le ralentissement de la croissance économique, mais en partie aussi, peut-être, par la hausse des prix. Au cours du dernier trimestre, les livraisons de produits pétroliers aux consommateurs américains ont diminué de 4 à 5 p. 100 par rapport à 1978, et cette baisse est attribuée surtout à la consommation accrue de gaz naturel. Les Européens économisent eux aussi. On dit que la consommation globale du pétrole dans le monde sera à peine plus forte cette année, et diminuera de 1 ou 2 p. 100 l'année prochaine.

Grâce à des approvisionnements supérieurs à la demande, les producteurs et les raffineries ont pu reconstituer leurs stocks dans une grande mesure. Ces stocks, qui ont fléchi en mars dernier, sont ensuite remontés en flèche jusqu'aux niveaux d'il y a deux ans. Aux États-Unis, ils oscillent dans une marge de 7 p. 100 du chiffre record, ce qui explique peut-être pourquoi M. Carter était prêt à cesser d'acheter du pétrole à l'Iran. Il se peut également que les entreprises et les particuliers aient eux aussi constitué des stocks importants.

On avance qu'en stockant un million de barils par jour pendant encore une année, on pourrait vraisemblablement remplir tous les réservoirs du monde et même plus. On estime même qu'environ deux millions de barils par jour ont été stockés. Les approvisionnements mondiaux ont dépassé, en moyenne, de 1 million et demi de barils par jour ceux de l'année dernière malgré la perte de deux millions de barils

journaliers en provenance d'Iran. Un million environ de ce chiffre provenait des pays pétroliers ne faisant pas partie de l'OPEP, notamment du Mexique, de la mer du Nord, mais aussi d'autres pays de l'OPEP ayant augmenté leur production.

Il faudrait que la production des pays de l'OPEP diminue considérablement, en plus d'un arrêt total des exportations de l'Iran, pour que le monde connaisse une grave pénurie de pétrole. Bien sûr, l'OPEP a entretenu cette crainte et exigé davantage pour des ventes dites libres pour promouvoir la conclusion de contrats à prix plus élevés, mais il semble peu probable qu'il y ait de changement de prix avant la prochaine réunion de l'OPEP en décembre. Il semble bien que le marché mondial se stabilisera quelque peu et que nous serons témoins d'un plus grand équilibre de l'offre et de la demande au cours de l'année qui vient. On prévoit qu'à moins que ne surviennent des événements graves et imprévisibles, le prix du pétrole brut se stabilisera en 1980 et que les pressions inflationnistes diminueront dans une certaine mesure.

Les prix commencent à se normaliser. De plus en plus d'automobilistes achètent leur essence là où on la vend à meilleur prix. Si jamais nous connaissons un hiver doux, et que l'OPEP ne se montre pas trop rude non plus, il se pourrait même que le prix du pétrole diminue.

J'aimerais maintenant aborder la question de savoir s'il faudrait forcer les sociétés pétrolières à réinvestir tous leurs profits dans la production et la prospection pétrolières. Je soutiens que ce qui est valable pour une compagnie l'est également pour les autres. Si une société pétrolière réalise des profits, devrait-on l'empêcher d'investir dans un autre secteur, surtout s'il s'agit d'un secteur relié à l'énergie? Pourquoi une société serait-elle pénalisée pour avoir investi dans le secteur de l'énergie solaire, comme l'ont fait certaines sociétés pétrolières américaines?

Nous sommes tous conscients qu'un jour le charbon reprendra peut-être sa place au soleil. La mise en valeur de cette ressource nécessitera d'énormes investissements. Il nous faudra faire du charbon un combustible suffisamment propre pour le rendre utilisable sans trop d'inconvénients, sans qu'il n'encreasse l'atmosphère. Je ne crois pas qu'il serait logique d'exiger strictement que chaque dollar de profit réalisé dans le secteur pétrolier soit réinvesti dans ce même secteur. Nous devrions plutôt nous en remettre aux lois du marché à cet égard, car l'interventionnisme à outrance risque de nous éloigner de notre objectif, qui est non seulement de produire du pétrole, mais également de mettre en valeur d'autres ressources énergétiques.

M. de Jong: Monsieur l'Orateur, j'entends examiner deux aspects de la question. Avant de partir, le ministre a fait savoir qu'il communiquerait avec nous et répondrait à toutes les questions que nous pourrions soulever au cours du présent débat.

Ma première question a trait aux exportations de gaz. Le gouvernement songe-t-il à hausser le prix du pétrole à un niveau inférieur à celui que l'Alberta réclame pour autoriser l'exportation de plus grandes quantités de gaz? Si tel est le cas, je tiens à faire savoir que je m'y oppose très vivement. Les Canadiens ont toujours exporté de trop grandes quantités de cette ressource rare qu'est le pétrole, et nous ne voudrions pas commettre de nouveau la même erreur avec le gaz.